

l'article 36 du Règlement, au nom d'un certain nombre d'habitants de Kamloops. Ils expriment toute une série de doléances au sujet de la taxe sur les produits et services que propose le gouvernement. Ils demandent aux sénateurs libéraux de faire obstacle à cette taxe sans plus tarder.

VIA RAIL

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai une autre pétition sur un autre sujet. Les pétitionnaires, qui sont des Canadiens de l'Ouest se préoccupent toujours de la décision du gouvernement de réduire les services de VIA Rail et demandent au gouvernement de réexaminer sa décision de fermer une bonne partie du réseau de VIA. Ils veulent qu'on offre un service ferroviaire moderne aux voyageurs canadiens d'un océan à l'autre.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Ross Belsher (Fraser Valley—Est): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, au nom d'électeurs de la circonscription de Vancouver—Sud, une pétition demandant au Parlement et au gouvernement canadiens de veiller immédiatement à faire libérer M. Leo. Les pétitionnaires implorent le Parlement de faire l'impossible pour aider ce citoyen canadien.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Sergio Marchi (York—Ouest): Monsieur le Président, j'ai deux séries de pétitions à présenter pour le compte d'électeurs de ma circonscription de York—Ouest.

La première comprend une quinzaine de pétitions demandant au gouvernement de refaire ses devoirs en ce qui concerne la TPS. On sait que le projet de loi établissant la TPS a été renvoyé au Sénat. Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'y penser à deux fois avant d'imposer ce fardeau non seulement aux Canadiens moyens et à la classe moyenne du Canada, mais encore aux nombreuses petites entreprises qui constituent le moteur de notre économie et le principal créateur d'emplois dans tout le pays.

L'AÉROPORT INTERNATIONAL PEARSON

M. Sergio Marchi (York—Ouest): Monsieur le Président, la seconde pétition concerne l'Aéroport international Pearson. Elle vient de gens qui vivent dans les alentours de la zone de survol de l'aéroport.

Ils demandent qu'on ne construise pas d'autre piste pour le moment et que le règlement interdisant les décollages aux petites heures du matin, après minuit, soit

appliqué. Les gens qui habitent cette région pourront ainsi vivre en paix, maintenant et pour les années à venir, quand les autorités de l'aéroport chercheront à l'agrandir.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, j'ai aujourd'hui le privilège de présenter beaucoup de pétitions qui s'opposent à la taxe sur les produits et services et aux effets nuisibles qu'elle aura sur les Canadiens.

Elles émanent de ma circonscription d'Essex—Kent et demandent au gouvernement de reconsidérer sa position.

[Français]

LA PROTECTION ET LA RÉGLEMENTATION DES RESSOURCES DE PÊCHE

M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur): Monsieur le Président, j'ai ici plusieurs pétitions, signées par les citoyens et citoyennes de Robertville, Pointe-Verte, Madran, Belledune Petit-Rocher et Beresford.

Les pétitionnaires demandent humblement que le Parlement étende sa compétence pour inclure le plateau continental en entier, comme permis en droit international, de façon à ce que le Canada puisse protéger et réglementer les ressources de pêche vitales aux pêcheurs de l'Atlantique et à tous les Canadiens et Canadiennes.

[Traduction]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter des pétitions signées par des centaines de mes électeurs habitant Bruce Mines et les localités environnantes, dans le district d'Algoma.

Ils demandent au gouvernement de ne pas adopter la taxe sur les produits et services en raison des effets néfastes qu'elle aura sur les personnes à faible revenu et les personnes âgées de toute la circonscription.

* * *

• (1520)

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Bill Kempling (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, on répond aujourd'hui à la question n° 259.